



Identification : PM/B23/05204/SL

Emetteur : DG/CEAMAR/SMA/BALE
Repère support : SL

PROJET D'ACCORD-CADRE

**Remplacement de câbles HTA sur le
réseau 5,5Kv de l'installation SAG**

Indice	Date	Rédacteur	Approbateur	Approbateur Technique
0	01/2025	Sandra LECHEVALLIER	Jean-Baptiste DOGNIN	Philippe AGNIEL



**COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CENTRE DE MARCOULE
30207 BAGNOLS-SUR-CEZE CEDEX**

ACCORD-CADRE N°: 400XXXXXX / XXXXX

OBJET : Remplacement de câbles HTA sur le réseau 5,5Kv de l'installation SAG

Entre,

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement à caractère scientifique, technique et industriel, dont le Siège est situé au Bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15ème, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par M. Michel BEDOUCHA agissant en qualité de Directeur du Centre de Marcoule,

Ci-après dénommé "le CEA",

D'une part,

Et,

En cas de candidature individuelle

..... (**nom de la société**), Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par, agissant en qualité de,

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "*les Parties*".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

En cas de candidature en groupement

Le Groupement Momentané d'Entreprise (**Solidaire ou Conjoint**), composé comme suit :

..... (**nom de la société**), **1^{er} cotraitant, Mandataire Solidaire du Groupement**, Société.....
(**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de €, domiciliée au,
inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS
....., représentée par, agissant en qualité de,

Et,

..... (**nom de la société**), **2^{ème} cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par
....., agissant en qualité de,

Et,

..... (**nom de la société**), **3^{ème} cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par
....., agissant en qualité de,

ET,

..... (**Le soumissionnaire peut ajouter d'autres cotraitant en mentionnant les mêmes informations que celles demandées supra.**)

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "*les Parties*".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Objet	6
ARTICLE 2	Documents contractuels	6
ARTICLE 3	Nature et etendue de L'ACCORD-CADRE	6
3.1	Prestations sur prix unitaires	7
3.2	Prestations sur Fiche De Modifications sur Devis Préalable (FDMDP)	7
ARTICLE 4	Modalités d'exécution	8
4.1	Modalités d'exécution des prestations sur prix unitaires	8
4.2	Modalités d'exécution des prestations sur FDMDP	8
4.2.1	Expression du besoin	8
4.2.2	Offre du Titulaire	9
4.2.3	Signature de la FDMDP	9
ARTICLE 5	Conditions financières	9
5.1	Montant plafond de l'accord-cadre	9
5.2	Détails des prix	10
5.2.1	Prestations sur prix unitaires	10
5.2.2	Prestations sur FDMDP	10
5.3	Révision des prix	10
ARTICLE 6	Paiement du prix	11
6.1	Termes de paiement	11
6.1.1	Prestations sur Prix Unitaires	12
6.1.2	Prestations sur FDMDP	12
6.2	Modalités de facturation	12
6.3	Régime fiscal	14
ARTICLE 7	Durée et délai	14
7.1	Durée de l'accord-cadre	14
7.2	Délais spécifiques	14
7.2.1	Prestations sur Prix Unitaires	14
7.2.2	Prestations sur FDMDP	14
ARTICLE 8	Pénalités	14
8.1	Pénalités de délais	15
8.2	Pénalités pour mauvaise exécution	15
8.3	Contrôle des exigences environnementales	16
ARTICLE 9	Conditions particulières d'exécution	17
9.1	Arrêts de chantier	17
9.1.1	Généralités	17
9.1.2	Arrêts programmés	17
9.1.3	Arrêts inopinés du fait du CEA	17
9.1.4	Arrêts inopinés du fait de facteurs externes au CEA et au Titulaire	17
9.1.5	Reprise des travaux	17
9.2	Interlocuteurs	18
9.3	Respect par le Titulaire de l'accord-cadre de la réglementation fiscale et sociale	18

ARTICLE 10	Gestion des modifications	18
10.1	Ajout de prestations unitaires forfaitaires	18
10.2	Évolution des prestations par FMDMP	19
ARTICLE 11	Sous-traitance.....	19
ARTICLE 12	Garantie de parfait achèvement	19
ARTICLE 13	Compétence juridictionnelle	20
ANNEXE 1 : Clauses génériques		21
ANNEXE 2 : Clauses de protection des informations		24
ANNEXE 3 : Bordereau de prix unitaires		26

ARTICLE 1 OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire réalise les prestations de **fourniture et remplacement de câbles haute tension sur l'installation SAG – réseau 5,5 KV - site de Marcoule**.

Les prestations du présent accord-cadre sont assurées pour le compte de la Direction Générale (DG), Centre de Marcoule (MAR), Service Technique et Logistique (STL), Groupe Production et Distribution des Fluides (GPDF).

ARTICLE 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre, ses annexes et ses éventuels avenants, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Code de Sécurité de Marcoule *,
- Le Cahier des Charges référencé SP-SAG-2023-171378 Ind.0 du 28 avril 2023 et ses annexes, ainsi que les documents associés,
- Le Règlement applicable aux Entreprises Extérieures intervenant sur le site de Marcoule référencé CSAE PR 105 à l'indice en vigueur *,
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA dans leur édition du 1^{er} janvier 2022,
- Le Cahier des Clauses Sociales Particulières de janvier 2021,
- L'offre du Titulaire réf. du, à titre supplétif. **A renseigner par le soumissionnaire.**

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales ou particulières du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

*Documents consultables sur le site <https://www.cea.fr/Marcoule/Pages/EE.aspx>

ARTICLE 3 NATURE ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire de fourniture au sens de l'article L. 1111-3 du Code la commande publique.

La signature du présent accord-cadre ne confère aucune exclusivité au Titulaire, le CEA conservant la faculté de demander à tout autre opérateur économique de lui fournir des services identiques ou similaires à ceux objet du présent accord-cadre.

Son étendue est précisée dans le Cahier des Charges et ses annexes qui sont applicables sans restriction ni exclusion.

Les prestations, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des exigences et fonctionnalités exprimées par le CEA dans le cahier des charges.

Ces prestations issues du cahier des charges, mentionné à l'article 2 supra, comprennent :

3.1 PRESTATIONS SUR PRIX UNITAIRES

Les prestations sur prix unitaires (PU) comprennent notamment :

- Pour la partie administrative :
 - La création et/ou la mise à jour de tout schémas ou plans.
 - La reprise des folios des schémas mis à jour sous format AutoCad si ceux-ci ne sont pas informatisés.
 - La remise d'un Dossier d'Ouvrages Exécutés (DOE) à chaque fin d'affaires (cf. §5.1.10 du CCTP).
 - La documentation utile à la vérification des prestations
 - Les procédures et comptes rendus d'essai
 - Les procès-verbaux d'approvisionnement
 - Le procès-verbal de réception finale
- Pour la partie travaux :
 - La création de cheminement sous fourreaux et de chambre de tirage,
 - La fourniture et le tirage de câble,
 - Le raccordement/intégration à la boucle idoine,
 - La dépose des câbles remplacés (lorsque cela est possible)
 - Les divers essais, mesures et tests en usine et sur Site
 - Les contrôles de conformité, les levées de réserves et les contre-visites
- Pour la partie études :
 - Les études de définition du cheminement à créer ou à réutiliser
 - Les programmes d'essais

Le Titulaire s'engage à fournir, pour toute la durée de l'accord-cadre, les articles référencés sur PU. En cas d'indisponibilité d'un article quelle qu'en soit la cause, le Titulaire s'engage à en informer immédiatement le CEA par écrit et à lui proposer son remplacement par un article de nature, qualité et prix équivalents. Le CEA disposera d'un délai d'un mois pour accepter ou refuser ce nouvel article. La substitution n'est possible qu'après autorisation écrite du CEA.

3.2 PRESTATIONS SUR FICHE DE MODIFICATIONS SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP)

Les prestations sur FDMDP concernent la réalisation de prestations supplémentaires ou modificatives directement liées à l'objet de l'accord-cadre.

ARTICLE 4 MODALITES D'EXECUTION

4.1 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR PRIX UNITAIRES

Cet article concerne les prestations sur prix unitaires visées à l'article 3.1 supra.

4.1.1 Expression du besoin

Le CEA exprime ses besoins (données d'entrée) au travers d'une Fiche d'Expression du Besoin ou d'un cahier des charges (CdC) qu'il transmet au Titulaire par courrier ou courriel selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

Le Titulaire accuse réception de la FEB/CdC dans les 2 jours ouvrés suivant sa réception.

4.1.2 Offre du Titulaire

Le Titulaire s'engage à répondre aux FEB/CdC du CEA dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception. Ce délai peut être ponctuellement adapté par le CEA en cas de complexité de la demande ou d'urgence spécifique. Il sera, dans ce cas, signifié par écrit au Titulaire.

Le Titulaire adressera, en retour, un devis forfaitaire basé sur les prix unitaires visés à l'article 5.2.1 infra et comprenant à minima :

- Le récapitulatif des prix unitaires identifiés nécessaires à la réalisation du besoin et les quantitatifs associés ;
- La localisation des prestations ;
- Le délai d'exécution des prestations et ses éventuels jalons,
- Les termes de paiement et les conditions de leur déclenchement. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA,
- Toute information nécessaire à la bonne réalisation des prestations attendues.

Ce devis peut faire l'objet d'une négociation entre les parties (prestations sur prix unitaires identifiés, quantitatifs retenus, délais et termes de paiements).

4.1.3 Ordre de service

Si le devis est accepté par le CEA, un ordre de service (OS) signé par une personne dûment habilitée à engager le CEA sera émis.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu l'OS correspondant, acceptant le devis présenté.

Le Titulaire accuse réception de l'OS dans les 2 jours ouvrés suivant leur réception selon les modalités (courrier ou courriel) qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

4.2 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR FDMDP

Pour les prestations visées à l'article 3.2 supra, les prestations seront engagées comme suit :

4.2.1 Expression du besoin

Le CEA formalise son besoin qu'il transmet au Titulaire par courrier ou par courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

Le Titulaire accuse réception de la demande du CEA dans les 2 jours ouvrés suivant sa réception.

4.2.2 Offre du Titulaire

Le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception. Ce délai peut être ponctuellement adapté par le CEA en cas de complexité de la demande. Il est, dans ce cas, signifié par écrit au Titulaire.

Le Titulaire adresse, en retour, une Fiche de modification sur devis préalable (FDMDP), conforme au modèle CEA qui est défini à la réunion d'enclenchement, basée sur les prix adaptés à la nature de la prestation en application des dispositions de l'article 5.2.2 infra. Cette FDMDP peut faire l'objet d'une négociation entre les parties.

La FDMDP précise a minima :

- L'objet, la nature et la localisation des prestations,
- Les résultats et livrables attendus,
- Les impacts éventuels sur les prestations de l'accord-cadre,
- Le délai d'exécution des prestations et ses éventuels jalons,
- Le nombre de jours d'intervention par qualification sur la base des taux tels que définis à l'article 5.2.2 infra,
- Le montant total HT détaillé par postes,
- Les termes de paiement et les conditions de leur déclenchement. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.
- Toute information nécessaire à la bonne réalisation des prestations attendues.

4.2.3 Signature de la FDMDP

Lorsque que les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA et, sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le plafond mentionné à l'article 5.1 infra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui sont définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

Les prestations sur FDMDP ne peuvent être notifiées que durant la période de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 CONDITIONS FINANCIERES

5.1 MONTANT PLAFOND DE L'ACCORD-CADRE

L'ensemble des prestations est réalisé dans la limite maximale d'un montant plafond de :

2 500 000 € HT

Deux million cinq cent mille euros hors taxes

L'accord-cadre est échu dès lors que ce montant maximal est atteint.

Ce montant plafond ne constitue en aucune façon un engagement de dépense du CEA vis-à-vis du Titulaire. A ce titre, si aucune prestation n'est commandée par le CEA ou si le plafond n'est pas atteint, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA.

5.2 DETAILS DES PRIX

5.2.1 Prestations sur prix unitaires

Les prestations sur prix unitaires visées à l'article 3.1 supra sont réalisées sur la base des prix unitaires forfaitaires et révisables visés en annexe n°3 du présent accord-cadre.

5.2.2 Prestations sur FDMDP

Les prestations sur FDMDP visées à l'article 3.2 supra sont réalisées à prix forfaitaires et révisables basés :

- Pour la main d'œuvre, sur les taux suivants adaptés à la nature de la prestation :

Profils - Qualification		Taux horaires	Taux journaliers*
P1		_____ € HT	_____ € HT
P2		_____ € HT	_____ € HT
P3		_____ € HT	_____ € HT
P4		_____ € HT	_____ € HT
P5		_____ € HT	_____ € HT
Le soumissionnaire peut ajouter des lignes		_____ € HT	_____ € HT

(*) : Base 7,8 h/j

A renseigner par le soumissionnaire.

- Pour les fournitures, matériels, services et/ou sous-traitance, soit, le cas échéant, sur les prix issus des postes de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), soit sur les prix d'achat du Titulaire augmentés du coefficient de peines et soins défini infra et désactualisés aux conditions économiques de l'accord-cadre. Étant entendu que, sur demande du CEA, le Titulaire aura l'obligation de présenter les justificatifs comptables adéquats et qu'il sera en mesure de démontrer qu'il fait ses meilleurs efforts dans la négociation de ses prix d'achat auprès de ses fournisseurs.

Coefficient de peines et soins	_____ %
--------------------------------	---------

A renseigner par le soumissionnaire.

Ces prestations sont réalisées dans la limite d'un montant plafond de :

250 000 € HT

Deux cent cinquante mille euros hors taxes

Les parties conviennent que ce montant plafond ne peut en aucun cas être dépassé sans réalisation préalable d'un avenant signé des parties.

Ce montant plafond ne constitue en aucune façon un engagement de dépense du CEA vis-à-vis du Titulaire. A ce titre, si aucune prestation sur FDMDP n'est commandée par le CEA ou si le plafond n'est pas atteint, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA.

5.3 REVISION DES PRIX

Les prix visés à l'article 5.2 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (____ 2025), ce mois est appelé « mois zéro » (M0). **A renseigner par le soumissionnaire.**

Ils sont fermes pour la première année d'exécution puis révisables annuellement à compter de la date anniversaire de l'enclenchement de l'accord-cadre selon les modalités définies ci-dessous :

Le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule le calcul de la révision de prix pour l'année à venir, basé sur les formules définies ci-après :

$$P = P_0 \times \text{Coefficient de révision}$$

Avec :

$$\text{Coefficient de révision} = \left(0,05 + 0,50 \times \frac{ICHTrev - TS_1}{ICHTrev - TS_0} + 0,45 \times \frac{IPPI_1}{IPPI_0} \right)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé,
P₀ = Prix aux conditions économiques du mois 0,

Et :

Nom de l'indice	Intitulé de l'index/indice et n° d'identifiant	Dates
ICHTrev-TS ₀	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Industries mécaniques et électriques publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001565183.	Mois de remise de l'offre (mois 0)
ICHTrev-TS ₁		Dernière valeur publiée au mois de la date d'anniversaire.
IPPI ₀	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 27.32 – Fils, câbles et matériel d'installation électrique publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE sous l'identifiant 010764225.	Mois de remise de l'offre (mois 0)
IPPI ₁		Dernière valeur publiée au mois de la date d'anniversaire.

Le coefficient de révision des prix ainsi obtenu sera arrondi au millième inférieur.

Dans le cas où le coefficient de révision calculé est supérieur à 1,100, les parties peuvent convenir de se rencontrer pour déterminer une périodicité d'application de la formule temporairement plus adaptée au contexte économique. Ces nouvelles modalités seront formalisées par courrier contresigné des parties.

Les prix révisés ne pourront être applicables qu'après accord écrit du Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de cette dernière.

Le CEA se réserve la possibilité d'appliquer la révision de prix sans demande préalable du Titulaire.

ARTICLE 6 PAIEMENT DU PRIX

Le prix comprend les appointements, salaires, frais de déplacement et de séjour du personnel, les charges sociales, le bénéfice, les aléas liés au déroulement de la prestation, et plus généralement, toutes sujétions nécessaires à la réalisation des prestations de l'accord-cadre.

6.1 TERMES DE PAIEMENT

Les prestations sont facturées sur procès-verbal signé sans réserve par le CEA.

6.1.1 Prestations sur Prix Unitaires

Le Titulaire présente ses factures conformément à l'échéancier suivant :

- Les travaux seront facturés TTC après réception de l'OS, matérialisé par l'attestation de fin de travaux émise par le CEA.

6.1.2 Prestations sur FDMDP

Chaque FDMDP fixe les conditions de paiement des prestations auxquelles elle se rapporte.

6.2 MODALITES DE FACTURATION

Fournisseur français

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service: **VRH-C ou FMD-C** (*sera précisé par le CEA lors de la finalisation du de l'accord-cadre*),
- Le numéro d'engagement ou le numéro de l'accord-cadre composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent accord-cadre.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de l'accord-cadre ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'information sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

Fournisseur étranger :

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service: **VRH-C ou FMD-C** (*sera précisé par le CEA lors de la finalisation de l'accord-cadre*),
- Le numéro d'engagement ou le numéro de l'accord-cadre composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent de l'accord-cadre.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Le cas échéant, chaque facture papier doit être adressée en un (1) seul exemplaire à l'adresse ci-dessous :

CEA
Centre de SACLAY
Service S3C – Comptabilité FOURNISSEURS
Bâtiment 530 - Point courrier 75
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de l'accord-cadre ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'information sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

6.3 REGIME FISCAL

L'accord-cadre est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. S'agissant de livraison de biens, la TVA est exigible au plus tard au moment du transfert de propriété. En cas de versement préalable d'un acompte portant sur des livraisons de biens, la TVA devient exigible au moment de son encaissement, à concurrence du montant encaissé, à condition que les biens soient désignés avec précision. S'agissant de prestations de service, chaque terme de paiement est assorti de la TVA. Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 7 DUREE ET DELAI

L'accord-cadre prend effet à compter de **la réunion d'enclenchement (T0)**.

7.1 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est échu dès lors que son montant plafond, visé à l'article 5.1 supra, est atteint ou à échéance d'une durée de 4 ans à compter de la réunion d'enclenchement (T0) ainsi exprimée :

T0 + 48 mois.

7.2 DELAIS SPECIFIQUES

7.2.1 Prestations sur Prix Unitaires

Pour les prestations sur Prix Unitaires, les prestations commandées via un OS pourront être exécutées jusqu'à 2 mois après la date d'échéance du présent accord-cadre visée à l'article 7.1 supra.

7.2.2 Prestations sur FDMDP

Chaque FDMDP fixe les délais auxquelles elle se rapporte.

Elles ne pourront prévoir un délai d'exécution dépassant les 2 mois après la date d'échéance du présent accord-cadre visée à l'article 7.1 supra.

ARTICLE 8 PENALITES

La somme des pénalités ne peut dépasser 10% du montant total hors taxes cumulé des ordres de services / FDMDP contractualisés en application du présent accord-cadre.

Les pénalités appliquées ne sont pas restituables, ni libératoires. Elles sont applicables immédiatement, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et sans préjudice de plus amples dommages et intérêts.

8.1 PENALITES DE DELAIS

L'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA est modifié comme suit :

Libellés	Délais contractuels	Montant de la pénalité
Fourniture du plan de management qualité sécurité environnement particulier	2 mois après la passation de l'accord-cadre §7.1 CCTP	100 euros par jour calendaire de retard
Mise en œuvre d'un mode opératoire amiante	7 jours ouvrés après réception du MOP par les organismes de prévention § 6.4.3 CCTP	300 euros par jour calendaire de retard
Retard dans la remise du DOE de fin de chantier	1 mois	300 euros par jour calendaire de retard
Retard dans la remise des comptes rendus de réunion	3 jours après la réunion §6.2 du CCTP	50 euros par jour calendaire de retard
Retard dans l'exécution des OS sur PU ou FDMDP	Délai prévu par l'OS ou la FDMDP	1/1000 ^{ème} du montant HT de l'OS ou de la FDMDP par jour calendaire de retard

Les autres alinéas de l'article 24 des Conditions Générales d'Achat restent inchangés.

8.2 PENALITES POUR MAUVAISE EXECUTION

Les pénalités prévues à l'article 17.3 des CGA/CEA en cas de non-respect des prescriptions applicables en matière de sécurité – sûreté nucléaire – radioprotection –environnement s'appliquent au présent de l'accord-cadre.

Manquement constaté	Montant de la pénalité
Défaillance dans la mise à jour d'un document technique (5.1.3 du CCTP).	100 euros par manquement constaté
Absence de transmission du programme d'essais au chargé d'opération avant réalisation (§5.1.4).	200 euros par manquement constaté
Transmission d'un programme d'essai incomplet (§5.1.4).	100 euros par manquement constaté
Absence de communication au chargé d'opération du compte rendu d'essais (§5.1.4).	200 euros par manquement constaté
Communication d'un compte-rendu d'essais incomplet (§5.1.4).	100 euros par manquement constaté
Essai prévu au CCTP non réalisé (§5.1.5).	400 euros par manquement constaté
Essai prévu au CCTP partiellement réalisé (§5.1.5).	200 euros par manquement constaté

Défaillance dans l'examen et/ou la vérification des prestations d'essais prévus au § 5.1.5 du CCTP.	100 euros par manquement constaté
Défaillance dans la réalisation des mesures prévues au § 5.1.5 du CCTP.	400 euros par manquement constaté
Défaillance dans la levée des réserves (§5.1.6).	400 euros par manquement constaté
Absence à une contre-visite de contrôle de conformité (§5.1.6).	400 euros par manquement constaté
Erreur constatée dans la réalisation des Etudes (§5.1.7).	200 euros par manquement constaté
Absence de transmission du DOE en fin d'affaire (§5.1.10).	400 euros par manquement constaté
Transmission d'un DOE de fin d'affaire incomplet/partiel (§5.1.10).	200 euros par manquement constaté
Absence de transmission d'un relevé de tirage de câbles (§ 5.2.3)	200 euros par manquement constaté
Défaillance dans la réalisation d'une démarche administrative prévue au CCTP (autorisation d'intervention, autorisation de terrassement ...).	150 euros par manquement constaté
Modification technique réalisée sans validation du chargé d'opération du CEA	500 euros par manquement constaté

8.3 CONTROLE DES EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

Le Titulaire s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans la prestation qui lui est confiée. Il s'engage à porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et d'énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

Le Titulaire présentera dans une note annuelle les actions menées en matière de protection de l'environnement en lien avec l'objet de la prestation.

Non-respect du délai de remise de la note annuelle relative aux actions menées en matière de protection de l'environnement	50 € par semaine de retard à compter de la date anniversaire du T0
--	--

ARTICLE 9 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

9.1 ARRETS DE CHANTIER

9.1.1 Généralités

Les arrêts de chantier sont soit programmés, soit inopinés.

Dans tous les cas, ils feront l'objet d'un Procès-Verbal contradictoire avant l'arrêt, ainsi qu'à la reprise.

9.1.2 Arrêts programmés

Un arrêt pour lequel le CEA a informé le Titulaire avec un délai de prévenance d'au moins 5 jours calendaires ne saurait donner lieu à rémunération du Titulaire.

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les arrêts susceptibles d'affecter les prestations exécutées par le Titulaire.

9.1.3 Arrêts inopinés du fait du CEA

La rémunération des arrêts inopinés peut être effectuée dans les conditions cumulatives suivantes :

- Arrêt du fait du CEA,
- Supérieur à une demi-journée,
- Impossibilité pour le Titulaire de réaffecter son personnel à d'autres tâches (tâches comprises dans l'accord-cadre ou sur d'autres accords-cadres),
- Rémunération limitée à la main d'œuvre uniquement (les parties fournitures et sous-traitance étant exclues de toutes rémunération),
- Rémunération limitée à 1 jours par arrêt

Le montant de l'indemnisation des frais de main d'œuvre est déterminé, en accord avec le CEA, sur présentation des justificatifs du Titulaire et est plafonné à la somme journalière et révisable de :

..... € HT

Soit en toutes lettres :

A renseigner par le soumissionnaire.

Le montant de ces dépenses est facturé TTC par le Titulaire, mensuellement et à terme échu, sur état récapitulatif accepté par le CEA.

9.1.4 Arrêts inopinés du fait de facteurs externes au CEA et au Titulaire

Les arrêts causés par des facteurs externes au Titulaire et au CEA peuvent faire l'objet de constats d'arrêt permettant de comptabiliser uniquement l'impact délai qu'ils entraînent, et ne donnent pas lieu à rémunération.

9.1.5 Reprise des travaux

Quel que soit le type d'arrêt, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution des travaux interrompus au plus tard dans les cinq jours calendaires après la notification par le CEA de la fin de l'indisponibilité.

9.2 INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution de l'accord-cadre, les parties désignent comme interlocuteurs :

	Techniques	Contractuels
Pour le CEA	Philippe AGNIEL , Chargé d'affaire Tel : 04 66 79 63 37 Courriel : philippe.agniel@cea.fr	Sandra LECHEVALLIER , Acheteuse Tel : 04 66 79 66 53 Courriel : sandra.lechevallier@cea.fr
Pour le Titulaire	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :

A renseigner par le soumissionnaire.

9.3 RESPECT PAR LE TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent accord-cadre et tous les six mois à compter de sa date de signature jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou à l'article D8222-7 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du Travail, et le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail),
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'accord-cadre, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

ARTICLE 10 GESTION DES MODIFICATIONS

10.1 AJOUT DE PRESTATIONS UNITAIRES FORFAITAIRES

Lorsqu'un besoin de nouvelles prestations récurrentes apparaît en cours d'exécution du présent accord-cadre, en lien avec l'objet global de l'accord-cadre et en complément des prestations sur PU déjà prévues, les Parties peuvent convenir de la création d'un nouveau PU.

Ce nouveau prix unitaire est objectivé par comparaison avec les prix unitaires existants, soit établi sur la base du montant d'une FDMDP déjà contractualisée ayant un objet similaire.

Dans les deux hypothèses, les taux forfaitaires de l'accord-cadre servent de base à ce chiffrage.

Dans tous les cas, le CEA formalisera cette modification :

- Soit par une lettre de gestion co-signée des parties dans la limite de 5 nouveaux prix unitaires pour la durée totale de l'accord-cadre.

- Soit par un avenant à l'accord-cadre, au-delà de cette limite.

L'ajout de nouveaux PU n'a pas d'impact sur le montant plafond prévu à l'article 5 supra.

10.2 ÉVOLUTION DES PRESTATIONS PAR FDMDP

Une évolution des prestations demandée par le CEA, ou proposée par le Titulaire et acceptée par le CEA, fait l'objet d'une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) établie par le Titulaire conformément aux dispositions définies à l'article 4.2 supra. La modification ne doit pas être imputable au Titulaire qui s'est engagé forfaitairement à exécuter l'accord-cadre et pour lequel il a une obligation de résultat ; la fiche de modification n'a donc pas vocation à rattraper une erreur de sa part que cela soit dans l'évaluation technique et/ou le chiffrage de sa prestation.

Lorsque les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA, la FDMDP est contractualisée selon les mécanismes suivants :

- Sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le montant plafond mentionné à l'article 5.1 supra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

- Au-delà du montant plafond susmentionné ou pour les FDMDP en moins-value, la FDMDP fait l'objet d'un avenant à l'accord-cadre.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de l'avenant signé du CEA par courrier ou courrier électronique.

ARTICLE 11 SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire de l'accord-cadre doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire en annexe du Règlement de Consultation).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages de l'accord-cadre.

ARTICLE 12 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

La garantie de parfait achèvement court pendant un délai d'un an à compter de la réception.

Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le CEA, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception dans le délai d'un an courant à compter de la date de réception.

En cas de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, le Titulaire dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception pour procéder aux travaux permettant leur levée.

Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation pour les désordres apparus après la réception sont fixés par le CEA.

En cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Le coût des travaux de levée des réserves peut être prélevé de plein droit par le CEA sur les sommes qu'il reste devoir au Titulaire au titre de l'accord-cadre.

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord, ou, à défaut, judiciairement.

ARTICLE 13 COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le tribunal administratif territorialement compétent dont dépend le présent accord-cadre est le Tribunal Administratif de Nîmes.

Fait à Marcoule,

En deux exemplaires originaux en cas de signature manuscrite et en un exemplaire électronique en cas de signature électronique,

Pour le Titulaire, le

Pour le CEA, le

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

ANNEXE 1 : CLAUSES GENERIQUES

1) Conditions d'accès au site de Marcoule

L'accès au site de Marcoule étant réglementé, le Titulaire doit contacter le service en charge de l'accueil des entreprises, qui lui indiquera les formalités permettant d'autoriser l'accès de son personnel au site, à savoir :

CEA/Marcoule
Accueil des Entreprises
Tél. : 04.66.79.13.40
Fax : 04.66.39.71.60

2) Jours de fermeture du Centre

Le CEA Marcoule est susceptible de fermer durant la durée d'exécution du de l'accord-cadre. A titre informatif et non engageant, cela représente environ 12 jours par année civile.

3) Modalités de livraison sur le site de Marcoule

Tous les colis transitent par la rupture de charge du CEA Marcoule sauf dans les cas suivants :

- Si le volume de livraison est supérieur à 20 m³, ou si le colis est de dimensions supérieures à longueur 4m, largeur 2m, hauteur 2m,
- Si le poids du colis dépasse 1 tonne,
- Si la livraison concerne des produits en vrac comme le gaz notamment,
- Si la livraison concerne des produits destinés au restaurant d'entreprise,
- Si la livraison concerne des matières vivantes, des matières radioactives,
- Si la livraison concerne des colis froids à destination de la Direction de la Recherche Fondamentale (DRF). La DRF se situe à l'extérieur de la clôture lourde du Centre de Marcoule.
- Si le CEA émet une demande particulière.

Dans ces cas précédemment cités, la livraison sera effectuée directement sur le Centre de Marcoule par le fournisseur, Cf. Procédure d'accès au Centre de Marcoule visiteurs et livreurs – PR120

Adresse et coordonnées de la rupture de charge :
Rouméas Services pour le compte du CEA Marcoule
Rue Louis Nell
Zone Industrielle de L'Ardoise
30290 L'ARDOISE

Tél : 04 66 33 76 84
Mail : MAR_RUPTUREDECHARGE@cea.fr

Mentions obligatoires devant figurer à l'extérieur du colis :

- N° commande CEA
- Nom du fournisseur
- Nom du destinataire
- N° du bâtiment de livraison

Horaires de réception : du lundi au vendredi **de 8h à 12h** (pas de réception possible en dehors de cette plage horaire), hors jours fériés.

Le camion du livreur doit disposer obligatoirement d'un hayon pour les palettes, caisses, etc...
Le déchargement est à la charge du livreur.

Attention, concernant les livraisons pour le site de Pierrelatte, seuls les colis en provenance de pays tiers transitent par la rupture de charge du CEA Marcoule.

4) Management qualité – Environnement – Santé – Sécurité

Management de la qualité (ISO 9001)

Le Titulaire appliquera les règles de qualité relatives à la norme ISO 9001 version 2015. Il établira un Plan de Management Qualité (PMQ) relatif aux prestations, qui sera soumis au CEA pour approbation lors de la réunion d'enclenchement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système et la conformité à la réglementation en vigueur (arrêté INB ou arrêté IANID). Par ailleurs, en application de l'arrêté INB ou arrêté IANID, le CEA réalise des actions de surveillance des intervenants extérieurs pour vérifier le respect des exigences définies associées aux activités importantes pour la protection des intérêts (AIP) des INB ou aux activités importantes pour la sûreté (AIS) des IANID. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité et les actions de surveillance effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du PMQ sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du de l'accord-cadre. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le de l'accord-cadre peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires, ni indemnité.

Environnement (ISO 14001)

Le CEA est responsable de la surveillance de l'environnement et de toute relation dans ce domaine avec les Parties prenantes extérieures au site de Marcoule. En particulier, le CEA fixe les objectifs à atteindre dans le cadre de l'application des dispositions de la norme ISO 14001.

Le Titulaire respecte les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que les engagements volontaires du centre en matière d'environnement, il applique les procédures correspondantes, de manière à réaliser le de l'accord-cadre dans le cadre fixé à l'alinéa précédent.

Santé/Sécurité (ISO 45001)

Le Titulaire est informé que le CEA a mis en place un système de management de la santé, de la sécurité, dont la sûreté nucléaire est partie prenante, conformément aux prescriptions du référentiel ISO 45001.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du référentiel ISO 45001 dans le cadre des engagements du CEA en termes de santé et de sécurité.

5) Assurances

En complément de l'article 38.2 des Conditions Générales d'Achat, le Titulaire est informé que les plafonds de garantie et franchises de la police Multirisque souscrite par le CEA pour le Centre de Marcoule sont :

	Plafond de garantie	Franchise par sinistre
Domage de nature conventionnelle	120 000 000 €	600 000 €
Domage de nature nucléaire	120 000 000 €	15 000 000 €

ANNEXE 2 : CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS

Obligation de confidentialité :

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent de l'accord-cadre n'ont pas vocation à être publics.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit de l'accord-cadre en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au de l'accord-cadre.

Gestion des informations du CEA :

L'exécution du présent de l'accord-cadre peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- L'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- L'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le Titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuitiel.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du de l'accord-cadre, CEA, Titulaire, co-traitant et sous-traitant.

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

Système d'information :

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au de l'accord-cadre.

Engagement de confidentialité :

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du Titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports :

A l'achèvement du de l'accord-cadre, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent de l'accord-cadre.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

ANNEXE 3 : BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES

N°	Nature des prestations	Prix en € HT	Unité	Nature du prix
1- ETUDES - DOSSIERS ADMINISTRATIFS - TRAVAUX DIVERS				
1.1	Démarche administrative : PDP	..... € HT	Forfait	Révisable
1.2	AT/AI	..... € HT	Forfait	Révisable
1.3	Demande d'autorisation de terrassement (DAT)	..... € HT	Forfait	Révisable
1.4	Mise en chantier d'une équipe (durée inférieure ou égale à 2 jours)	..... € HT	Forfait	Révisable
1.5	Mise en chantier d'une équipe (durée comprise entre 2 et 5 jours compris)	..... € HT	Forfait	Révisable
1.6	Mise en chantier d'une équipe (chantier de durée supérieure à 5 jours)	..... € HT	Forfait	Révisable
1.7	Mesure de résistivité des sols	..... € HT	u	Révisable
1.8	Sondages	..... € HT	m3	Révisable
1.9	"Dossier de récolement géoréférencé"	..... € HT	Forfait	Révisable
1.10	Tests d'isolement Câbles HTA	..... € HT	u	Révisable
1.11	Essais diélectriques	..... € HT	u	Révisable
1.12	Mesures Tangente Delta	..... € HT	u	Révisable
1.13	Investigations complémentaires non intrusives	..... € HT	Forfait	Révisable
1.14	Pique et coupe - Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 120mm2	..... € HT	u	Révisable
1.15	Pique et coupe - Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 240mm2	..... € HT	u	Révisable
1.16	Pique et coupe - Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 400mm2	..... € HT	u	Révisable
1.17	Pique et coupe - Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 630mm2	..... € HT	u	Révisable
1.18	Pique et coupe - Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 120mm2	..... € HT	u	Révisable
1.19	Pique et coupe - Câble haute tension 5,5kVb unipolaire - 240mm2	..... € HT	u	Révisable
1.20	Pique et coupe - Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 400mm2	..... € HT	u	Révisable
1.21	Pique et coupe - Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 630mm2	..... € HT	u	Révisable

1.22	Mise à jour du plan de protection via logiciel ETAP avant/après remplacement d'une liaison HTA	..... € HT	Forfait	Révisable
2 – RESEAUX SOUTERRAINS FOURREAUX – CHAMBRES DE TIRAGE				
2.1	Repérage et marquage de réseaux sur le terrain	..... € HT	ml	Révisable
2.2	Signalisation temporaire de chantier	..... € HT	ml	Révisable
2.3	Mise en place feux tricolores	..... € HT	jour	Révisable
2.4	Barrières de chantier	..... € HT	ml/j	Révisable
2.5	Réalisation de fouille	..... € HT	m3	Révisable
2.6	Tranchée de 1,10 m de profondeur x 0,3 m de largeur	..... € HT	ml	Révisable
2.7	Plus-value tranchée par 0,10 m de largeur supplémentaire	..... € HT	ml	Révisable
2.8	Plus ou moins-value tranchée par 0,10 m de profondeur sup ou inf à 1,10 m	..... € HT	ml	Révisable
2.9	Plus-value tranchée pour croisement de canalisations – utilisation d'une aspiratrice	..... € HT	Forfait	Révisable
2.10	Confection d'une mise à la terre de réseau souterrain	..... € HT	u	Révisable
2.11	Déconnexion, reconnexion d'une câblette de terre	..... € HT	u	Révisable
2.12	Découpage soigné pour trottoir cimenté ou chaussée	..... € HT	m²	Révisable
2.13	Fourniture et mise en œuvre sabline, sable roulé, concassé	..... € HT	m³	Révisable
2.14	Fourniture et pose de fourreaux diamètre extérieur 60 mm	..... € HT	ml	Révisable
2.15	Fourniture et pose de fourreaux diamètre extérieur 75 mm	..... € HT	ml	Révisable
2.16	Fourniture et pose de fourreaux diamètre extérieur 90 mm	..... € HT	ml	Révisable
2.17	Fourniture et pose de fourreaux diamètre extérieur 110 mm	..... € HT	ml	Révisable
2.18	Fourniture et pose de fourreaux diamètre extérieur 140 mm	..... € HT	ml	Révisable
2.19	Fourniture et pose de fourreaux diamètre extérieur 160 mm	..... € HT	ml	Révisable
2.20	Fourniture et pose de fourreaux diamètre extérieur 200 mm	..... € HT	ml	Révisable
2.21	Fourniture et pose de grillage avertisseur	..... € HT	ml	Révisable
2.22	Fourniture et pose d'une boîte HTA de jonction	..... € HT	u	Révisable
2.23	Fourniture et pose d'une boîte HTA de dérivation	..... € HT	u	Révisable
2.24	Fourniture et pose de câblette cuivre 95 mm²	..... € HT	ml	Révisable
2.25	Sondage recherche de fourreau existant	..... € HT	Forfait / ½ jour	Révisable
2.26	Fourniture et pose d'une chambre de tirage 200 cm x 200 cm avec dalle béton	..... € HT	u	Révisable

3- DEPOSE CABLES ALU/CU EN GALERIES				
3.1	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 120mm2	..... € HT	ml	Révisable
3.2	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 240mm2	..... € HT	ml	Révisable
3.3	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 400mm2	..... € HT	ml	Révisable
3.4	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 630mm2	..... € HT	ml	Révisable
3.5	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 120mm2	..... € HT	ml	Révisable
3.6	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 240mm2	..... € HT	ml	Révisable
3.7	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 400mm2	..... € HT	ml	Révisable
3.8	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 630mm2	..... € HT	ml	Révisable
4- DEPOSE CABLES ALU/CU SOUS FOURREAUX				
4.1	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 120mm2	..... € HT	ml	Révisable
4.2	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 240mm2	..... € HT	ml	Révisable
4.3	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 400mm2	..... € HT	ml	Révisable
4.4	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 630mm2	..... € HT	ml	Révisable
4.5	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 120mm2	..... € HT	ml	Révisable
4.6	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 240mm2	..... € HT	ml	Révisable
4.7	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 400mm2	..... € HT	ml	Révisable
4.8	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 630mm2	..... € HT	ml	Révisable
5- DEPOSE CABLES ALU/CU EN CANIVEAUX				
5.1	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 120mm2	..... € HT	ml	Révisable
5.2	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 240mm2	..... € HT	ml	Révisable
5.3	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 400mm2	..... € HT	ml	Révisable
5.4	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 630mm2	..... € HT	ml	Révisable
5.5	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 120mm2	..... € HT	ml	Révisable
5.6	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 240mm2	..... € HT	ml	Révisable
5.7	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 400mm2	..... € HT	ml	Révisable
5.8	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 630mm2	..... € HT	ml	Révisable
6- FOURNITUE ET POSE CABLE SOUTERRAIN HAUTE TENSION ALU PR (y compris accessoires et raccordements)				
6.1	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 120mm2	..... € HT	ml	Révisable
6.2	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 240mm2	..... € HT	ml	Révisable

6.3	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 400mm2	..... € HT	ml	Révisable
6.4	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 630mm2	..... € HT	ml	Révisable
6.5	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 120mm2	..... € HT	ml	Révisable
6.6	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 240mm2	..... € HT	ml	Révisable
6.7	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 400mm2	..... € HT	ml	Révisable
6.8	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 630mm2	..... € HT	ml	Révisable

7- FOURNITURE ET POSE CABLE SOUTERRAIN HAUTE TENSION CU PR (y compris accessoires et raccordements)

7.1	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 120mm2	..... € HT	ml	Révisable
7.2	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 240mm2	..... € HT	ml	Révisable
7.3	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 400mm2	..... € HT	ml	Révisable
7.4	Câble haute tension 5,5kV tripolaire - 630mm2	..... € HT	ml	Révisable
7.5	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 120mm2	..... € HT	ml	Révisable
7.6	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 240mm2	..... € HT	ml	Révisable
7.7	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 400mm2	..... € HT	ml	Révisable
7.8	Câble haute tension 5,5kV unipolaire - 630mm2	..... € HT	ml	Révisable

8- VALORISATION REPRISE APRES DEPOSE

8.1	Moins-value reprise de câble HTA déposé ALU - tripolaire - 120 mm2	..... € HT	ml	Révisable
8.2	Moins-value reprise de câble HTA déposé ALU - tripolaire - 240 mm2	..... € HT	ml	Révisable
8.3	Moins-value reprise de câble HTA déposé ALU - tripolaire - 400 mm2	..... € HT	ml	Révisable
8.4	Moins-value reprise de câble HTA déposé ALU - tripolaire - 630 mm2	..... € HT	ml	Révisable
8.5	Moins-value reprise de câble HTA déposé ALU - unipolaire - 120 mm2	..... € HT	ml	Révisable
8.6	Moins-value reprise de câble HTA déposé ALU - unipolaire - 240 mm2	..... € HT	ml	Révisable
8.7	Moins-value reprise de câble HTA déposé ALU - unipolaire - 400 mm2	..... € HT	ml	Révisable
8.8	Moins-value reprise de câble HTA déposé ALU - unipolaire - 630 mm2	..... € HT	ml	Révisable
8.9	Moins-value reprise de câble HTA déposé CU - tripolaire - 120 mm2	..... € HT	ml	Révisable
8.10	Moins-value reprise de câble HTA déposé CU - tripolaire - 240 mm2	..... € HT	ml	Révisable
8.11	Moins-value reprise de câble HTA déposé CU - tripolaire - 400 mm2	..... € HT	ml	Révisable
8.12	Moins-value reprise de câble HTA déposé CU - tripolaire - 630 mm2	..... € HT	ml	Révisable
8.13	Moins-value reprise de câble HTA déposé CU - unipolaire - 120 mm2	..... € HT	ml	Révisable

8.14	Moins-value reprise de câble HTA déposé CU - unipolaire - 240 mm2	..... € HT	ml	Révisable
8.15	Moins-value reprise de câble HTA déposé CU - unipolaire - 400 mm2	..... € HT	ml	Révisable
8.16	Moins-value reprise de câble HTA déposé CU - unipolaire - 630 mm2	..... € HT	ml	Révisable

PROJET